DOSSIER : ÉDUCATION, ÉTUDES CRITIQUES ET COLONIALITÉ

Colonialité numérique : mythe du rattrapage et transgression

Résumé : *La colonialité numérique se traduit par une reconfiguration des dominations (classe, race, sexe) alimentée par la société de l'information. Avec Instagram, SnapChat, WhatsApp, etc., les utilisateurs et les utilisatrices doivent faire face à des violences épistémiques, accompagnées d'un discours politique dominant qui tend à les individualiser. Parce que, en concertation avec les États, les entreprises qui créent ces applications nient l'historicisation, la contextualisation et le genre des savoirs des utilisateurs et des utilisatrices, leur apprentissage et leur création de pensée en sont affectés. Paradoxalement, des usages transgressifs des outils numériques sont mis en place par des individus ou des organisations ; ils passent par la libération de savoirs non savants, rendus visibles par des "passeurs et des passeuses de savoirs" à l'affût d'une pédagogie critique qui transforme radicalement les normes sociales.*

Mots clés : colonialité, société de l'information, violences, subalternité, féminisme, savoirs.

La place de la colonialité dans l'éducation suscite encore peu de débats. J'ai choisi d'aborder cet angle mort selon une perspective spécifique, celle de l'analyse d'une de ses formes modernes : la colonialité numérique. Cet article a pour ambition de faire le point non seulement sur ce que la société numérique a changé dans l'éducation mais aussi sur les transgressions qui lui sont opposées. Ses impacts négatifs sur les populations sont examinés à travers l'observation de la dégradation des connaissances produites ou transmises et le renforcement de l'invisibilité dévolue aux savoirs des subalternes[1]. Les résistances exprimées sont distinguées selon la pédagogie critique qu'elles empruntent.

Fortement inspirée par Aníbal Quijano[2], je propose de partir de cette définition de la colonialité : ensemble des rapports de domination créés par la reproduction patriarcale de la mondialisation, du capitalisme et de l'occidentalisation, et survivant au colonialisme. La colonialité, produit d'une dépendance construite socialement,

1. Le terme "subalterne" désigne une catégorie sociale, non privilégiée, pauvre, de classe populaire, racisée, voire marginalisée, dans toutes les sociétés, au centre (Europe de l'Ouest et Amérique du Nord) ou à la périphérie (les États dits du "Sud").
2. A. Quijano, « Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine », *Multitudes*, numéro spécial, juin 1994, *Amérique latine démocratie et exclusion – Quelles transitions à la démocratie ?*

n'est pas figée dans le temps et dans l'espace et s'autoreproduit[3]. Elle a précédé, accompagné, dépassé les situations coloniales[4] et rend les États du "Sud" ("la périphérie") structurellement dépendants des puissances capitalistes occidentales ("le centre")[5]. Elle occupe notre espace quotidien. En outre, la colonialité ne s'arrête pas au pouvoir pour s'étendre au genre[6] et aux savoirs[7]. Elle est aussi numérique. Les questions qui se posent alors sont : quels sont les impacts de la colonialité numérique sur l'éducation, son public et ses acteurs et actrices ? Comment peut-elle être transgressée ?

Pour y répondre, je m'appuie tout d'abord sur les définitions mêmes du numérique apportées par la société de l'information, qui associe États et entreprises privées du secteur, afin d'identifier en quoi elle associe éducation et mondialisation, dépolitise la vie quotidienne et amoindrit l'élaboration d'une pensée critique. Ensuite, je mesure comment ces entreprises proposent des usages qui entretiennent différents mythes, du rattrapage et universalistes, renforcent les hiérarchies des rapports entre individus sociaux, en même temps qu'elles investissent le secteur de l'éducation. Puis, je décris comment la neutralité des savoirs alimentée par cette nouvelle modernité produit des violences épistémiques et transforme ainsi la société de contrôle en société de l'ignorance. Enfin, j'identifie quelques pratiques numériques transgressives, sciemment choisies dans les expériences et les élaborations de pensées féministes, parce qu'elles valorisent et transmettent des savoirs invisibilisés par le centre.

La société numérique, un paradoxe permanent

Originellement créées pour désigner une société basée sur l'utilisation des TIC (technologies de l'information et de la communication : informatique, Internet, téléphonie mobile), les expressions *société de l'information* ou *société numérique*[8] ont été adoptées par les organisations internationales et par l'ONU en particulier,

---

3. I. Wallerstein, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e^ siècle*, A.-E. Demartini, X. Papaïs (trad.), Paris, PUF, 1995 [éd. orig. : *Unthinking Social Science. The Limits of Nineteenth-Century Paradigms*, New York, Polity Press, 1991].
4. A. Quijano, « Colonialité du pouvoir… ».
5. Selon la théorie de la dépendance, les sociétés du tiers-monde (ou la périphérie) dépendent structurellement de puissances capitalistes occidentales (le centre). Dans ses thèses du « système-monde », Immanuel Wallerstein différencie le centre de la périphérie en définissant une construction sociale et économique déséquilibrée, mobilisant des acteurs et des actrices agissant à différents niveaux (nations, entreprises, familles, classes, groupes identitaires…), qui n'est pas figée dans le temps ni l'espace. Cet échange inégalitaire imposé par le centre assure l'autoreproduction de la dépendance de la périphérie (I. Wallerstein, *Impenser la science sociale…*).
6. M. Lugones, « Colonialidad y género », *Tabula Rasa*, n° 9, 2008, p. 73-101.
7. C. Walsh, « Introducción. (Re)pensamiento crítico y (de)colonialidad », in *Pensamiento crítico y matriz (de)colonial. Reflexiones latinoamericanas*, C. Walsh (dir.), Quito, Universidad Andina Simón Bolívar / Abya-Yala, 2004, p. 13-35.
8. S. Bursh, « Société de l'information / Société de la connaissance », in *Enjeux de mots. Regards multiculturels sur les sociétés de l'information*, A. Ambrosi, V. Peugeot, D. Pimienta (dir.), Caen, C & F Éditions, 2005.

qui, par l'intermédiaire de son agence, l'Union internationale des télécommunications (UIT), a organisé les différentes éditions du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Ces sommets onusiens ont été tripartites, c'est-à-dire que, contrairement aux autres, ils ont été ouverts, en plus des gouvernements de tous les pays et des organisations sociales (ONG, collectifs citoyens, syndicats), aux entreprises privées du secteur. Ils avaient pour ambition de réduire les inégalités des populations vis-à-vis de l'accès à l'information par le biais des TIC[9] en passant notamment par l'élaboration d'un nouveau paradigme de l'éducation : les TIC devaient avoir « le pouvoir de compléter, d'enrichir et de transformer positivement l'éducation »[10]. Cette transformation est, dès le second volet du premier SMSI en 1995, librement associée aux développements de la mondialisation. En témoignent les expert·e·s de l'Unesco qui écrivent en 1999 : « nous avons examiné les défis qui s'annoncent pour le XXIe siècle, où la mondialisation et la révolution des technologies de l'information et de la communication montrent la nécessité d'un nouveau modèle de développement centré sur l'être humain »[11].

Pour remplir ces objectifs, les États décident de s'associer à des entreprises privées pour réguler la société numérique[12]. Ensemble, ils choisissent des outils, des algorithmes, des modes de transport et de stockage des données. Partout dans le monde, des logiciels[13] entrent gratuitement[14] ou sur abonnement payant dans les écoles, les lycées, les universités, à l'hôpital, chez les particuliers, dans les entreprises, structurent les campagnes politiques (officielles et de contestation) ou d'influence, façonnent des enquêtes ou des échanges d'idées, servent de support à des récits de vie, des dénonciations, des calomnies, des appels au meurtre ou au harcèlement, facilitent les transports, les achats, le travail, les loisirs, mais aussi les transactions boursières et l'augmentation du capital financier. Les réseaux sociaux[15] et les salles virtuelles[16] créent un engouement au point que la "civilisation du virtuel" devient

9. Déclaration de principe du Sommet mondial sur la société de l'information, « Construire la société de l'information : un défi mondial pour le nouveau millénaire », nº WSIS-03/GENEVA/DOC/4-F, 12 mai 2004, disponible en ligne sur https://www.itu.int/net/wsis/docs/geneva/official/dop-fr.html [consulté le 14/01/2022].
10. Unesco, « Les TIC dans l'éducation », s. d., disponible en ligne sur https://fr.unesco.org/themes/tic-education [consulté le 04/10/2022].
11. Unesco, « L'enseignement et la formation techniques et professionnelles : une vision pour le XXIe siècle – Recommandations au directeur général de l'Unesco », rapport final du Deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel (Séoul, République de Corée, 26-30 avril 1999), nº ED-99/CONF.401/CLD.7, Paris, Unesco, juillet 1999, p. 69, disponible en ligne sur https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000116954_fre [consulté le 18/10/2022].
12. E. Brousseau, « Régulation de l'Internet », *Revue économique*, vol. LII, nº 7, 2001, p. 349-377.
13. Parmi les logiciels, on compte les packs Microsoft (Office, Outlook, Team…) ou Google (Calendar, Meet, Drive, Forms…) ou encore Zoom, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, WhatsApp…
14. X. Wauthy, « No free lunch sur le Web 2.0 ! Ce que cache la gratuité apparente des réseaux sociaux numériques », *Regards économiques*, nº 59, 2008, p. 1-10.
15. La terminologie "réseaux sociaux" ne sera pas discutée ici bien qu'elle recouvre uniquement les réseaux sociaux numériques (*via* Internet) et qu'elle puisse se confondre avec celle des médias sociaux numériques.
16. Les salles virtuelles sont des lieux de réunions à distance qui sont rendues possibles par l'intermédiaire de logiciels de visioconférence installés sur un matériel personnel (ordinateur, smartphone,

fascinante, notamment aux yeux des jeunes femmes et hommes[17], en Occident et ailleurs[18]. La banalisation de ces usages est renforcée depuis l'épidémie de Covid-19, durant laquelle leur liste et leur nombre ont augmenté drastiquement : cours en ligne, géolocalisation des malades, activités sportives ou de bien-être (danse, yoga, méditation…), culture / information (journaux, livres, émissions radio ou TV, *streaming*…), achats de produits "essentiels" ou non (alimentation, livres, vêtements, déco…), etc. Pour une catégorie de personnes qui reste néanmoins réduite[19], il suffit d'avoir un compte Instagram, WhatsApp, Snapchat, YouTube ou encore TikTok, de confier ses données personnelles, pour échanger, rester informé·e, communiquer tout autant que se distraire, exprimer sa solidarité ou faire de la politique, de plus en plus facilement, vite et loin. Le temps se distord, les espaces se rétrécissent : il est désormais possible de communiquer par Skype depuis un village français vers une grande ville sud-américaine, et ce sans attendre que son message traverse l'Atlantique par voie maritime. Les emplois du temps se densifient : la vie quotidienne s'accélère, des heures entières sont dédiées aux jeux, aux réseaux sociaux, au tout connecté, de façon addictive. Les champs d'action se réduisent : l'utilisation de Facebook, d'Instagram, de WhatsApp…, autant d'offres désormais intégrées au quotidien, remplace les rencontres physiques.

De plus, les langages, les logiques et autres algorithmes utilisés dans ces applications ont non seulement en commun une langue unique, l'anglais, mais un sexe, masculin (majoritaire chez les développeurs informatiques[20]), accompagné d'un mode de pensée structuré, normé, codé, très majoritairement dicté par une culture nord-américaine, judéo-chrétienne, cartésienne et libérale. Cet ensemble de produits est partial. Il s'inscrit dans une histoire et un contexte géographique, social et politique spécifiques, occidentaux.

---

tablette). Elles sont notamment utilisées pour les "classes virtuelles" qui sont des espaces d'enseignement et d'apprentissage en ligne dans lesquels plusieurs participant·e·s (enseignant·e·s et étudiant·e·s) peuvent interagir, communiquer, consulter et discuter des présentations, utiliser et partager des ressources d'apprentissage. Sont notamment utilisés : Google Meet, Skype, Microsoft Team, Zoom.

17. *La numérisation de la vie des jeunes. Regards pluridisciplinaires sur les usages juvéniles des médias sociaux*, N. Boubée, C. Safont-Mottay, F. Martin (dir.), Paris, L'Harmattan, 2019.

18. N. Foé, *Le post-modernisme et le nouvel esprit du capitalisme sur une philosophie globale d'Empire*, Dakar, Codesria, 2008, p. 153.

19. 2,9 milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas utilisé Internet en 2021. 97 % d'entre elles vivent dans des pays dits "en voie de développement". Elles n'y ont pas accès pour des raisons financières, techniques, géographiques ou d'an-alphabétisation numérique. Source : UIT, « Facts and figures 2021 : 2.9 billion people still offline », *ITU News*, 29 novembre 2021, disponible en ligne sur https://www.itu.int/hub/2021/11/facts-and-figures-2021-2-9-billion-people-still-offline/ [consulté le 18/10/2022]. Par ailleurs, des personnes ne parlent que leur langue (ni l'anglais ni le français…) : sur les 7 139 langues comptabilisées dans le monde, seule une centaine est utilisée sur le Web. Sources : *Ethnologue*, disponible en ligne sur https://www.ethnologue.com [consulté le 19/01/2022] ; « Usage statistics of content languages for websites », *W3Techs.com*, novembre 2021, disponible en ligne sur https://w3techs.com/technologies/overview/content_language [consulté le 18/10/2022].

20. I. Collet, N. Mosconi, « Les informaticiennes : de la dominance de classe aux discriminations de sexe ? », *Nouvelles questions féministes*, vol. XXIX, n° 2, 2010, p. 100-113.

Cette précipitation pose la question des paradoxes des TIC : d'un côté, ces applications permettent à qui les utilise de rester en contact, de poursuivre librement ses activités sociales ou politiques[21], et, de l'autre, elles ouvrent la possibilité à leurs créateurs de vendre des données personnelles (traçage des utilisateurs et des utilisatrices, historiques de leur navigation, progrès scolaires, données biométriques, etc.) à d'autres entreprises dans le but de les utiliser à des fins de ciblage marketing, à des employeurs dans le but de surveiller leur personnel à distance, à des criminels dans celui de diffuser des images pornographiques ou des menaces. Ce paradoxe permanent dans le virtuel rend les problèmes rencontrés dans le réel individuels plutôt que collectifs et à ce titre alimente leur dépolitisation[22]. Comme le montre Jean-Baptiste Comby, en incitant l'individu à se connecter pour rendre compte de son quotidien, ces applications permettent de confiner les questions sociales à des problématiques individuelles relevant de « registres moraux » et contribuent « à la préservation de l'ordre établi » en privilégiant la mise en lien des personnes ayant le même point de vue sur leur environnement sociopolitique, ce qui « entraîne un rétrécissement du débat d'idées »[23].

À l'inverse, au moyen des différents usages possibles des TIC, les entreprises privées qui gèrent les ressources numériques prennent part au politique tout en gardant l'utilisateur et l'utilisatrice en retrait des décisions relatives à cette gestion de la cité. D'une part, la virtualisation du politique n'est rien d'autre que la privatisation des services publics, c'est-à-dire la sous-traitance par les États des services (enseignement, santé, etc.) à des fournisseurs de logiciels de communication[24]. D'autre part, par délégation des États, ces entreprises décident de ce qui est bien ou le plus important pour l'utilisateur et l'utilisatrice, quels que soient sa culture, sa langue ou son pays de rattachement. Iel adopte ainsi des automatismes nouveaux : pour trouver ce qu'iel cherche, calculer un itinéraire ou traduire un texte en langue étrangère, iel n'utilise pas un dictionnaire ou une carte routière mais Google ; *via* Facebook, Instagram, iel va à la conquête de "l'ami", cherche et précise ses "articles préférés", élargit son cercle et rejoint un "groupe", se fait connaître de la "salle" pour y participer… Ces pratiques sont instantanément universalisées car elles invisibilisent les utilisateurs et les utilisatrices en tant que sujets d'une pensée ou d'une culture spécifiques qui accorderaient à ces amis ou à ces groupes d'autres intérêts ou imaginaires que ceux élaborés depuis la Silicon Valley. Aussi assiste-t-on à une transformation de la transmission des connaissances[25]. Les pensées et les comportements des utilisateurs et des utilisatrices sont bouleversés : ils s'occidentalisent, se libéralisent, se sexualisent.

---

21. C. Aguiton, D. Cardon, « Militants et TIC », in *Les télécommunications entre bien public et marchandise*, D. Benamrane, B. Jaffré, F.-X. Verschave (dir.), Paris, C.-L. Mayer, 2005, p. 287-298.
22. J.-B. Comby, « L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, n° 28, 2014, p. 45-50.
23. *Ibid.*, p. 45.
24. *Éducation critique aux médias et à l'information en contexte numérique*, A. Saemmer, S. Jehel (dir.), Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2020.
25. *Les effets du numérique sur l'éducation. Regards sur une saga contemporaine*, G.-L. Baron, C. Depover (dir.), Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019.

Bien que ces propriétaires des TIC – exclusivement des hommes – manifestent des intentions bienveillantes visant à apporter appui à leurs utilisateurs et utilisatrices[26], ils ne cherchent pas à identifier les individus à qui leurs plateformes s'adressent. Ils les assimilent. Mus par une connaissance technologique, conçue comme faisant partie intégrante du processus de mondialisation, ils ignorent leurs savoirs. Hormis un avis ou des *logs*[27], les dirigeants des entreprises de TIC n'attendent aucune interaction de la part de l'utilisateur ou de l'utilisatrice.

Des mythes entretenus pour universaliser les savoirs

Cette négation demande à être rapprochée de l'origine de la société de l'information : allier éducation et mondialisation. Le modèle suivi par les organisations internationales consiste à « ôter toutes barrières entre l'individu social et les économies nationales fragiles, au point que les possibles redistributions sociales sont sévèrement compromises »[28]. Ce système a des conséquences durables en termes de dérégulation, sous différentes formes et dans divers secteurs, dont l'éducation[29]. En associant les développements du numérique et de la mondialisation, il renforce, selon Nkolo Foé, un libéralisme individualisant : « Le désir d'en finir avec la raison et une éducation productrice de sujets conscients, critiques et éclairés coïncide avec les objectifs d'une société libérale a-critique et a-philosophique, avec un nouveau type d'individus hédonistes, privatistes, irrationalistes, esthétisants »[30].

La mondialisation se lit entre les lignes des politiques des TIC qui s'intéressent plus sérieusement aux questions de connectivité des utilisateurs et des utilisatrices qu'à celles de leur contrôle des outils ou des contenus qu'iels produisent[31]. Aussi leur dépolitisation est-elle accentuée par une vision du développement par la technicité tout aussi dépolitisante et discriminante. Une dialectique binaire connecté·e *vs* non connecté·e (à Internet), sur les réseaux sociaux *vs* "pas dans le coup", à l'image de l'ancien paradigme développement / sous-développement, vient renforcer l'idée d'un

---

26. Zoom : « *Delivering happiness* » (« apporter du bonheur ») ; Twitter : « *We want to instantly connect people everywhere to what's most important to them* » (« Nous voulons instantanément connecter les populations du monde entier à ce qui est le plus important pour elles ») ; Facebook : « *Giving people the power to share and make the world more open and connected* » (« Donner au peuple le pouvoir d'échanger et de rendre le monde plus ouvert et connecté »).
27. En informatique, le terme "*log*" désigne un journal sous forme de fichier qui rend compte d'un historique précis des différents événements qui se sont produits sur un ordinateur, un serveur, etc., dans le but d'analyser l'activité d'un processus.
28. G. C. Spivak, *A Critique of Postcolonial Reason. Toward a History of the Vanishing Present*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1999, p. 357 (je traduis).
29. J. Falquet, « Ce que le genre fait à l'analyse de la mondialisation néolibérale : l'ombre portée des systèmes militaro-industriels sur les "femmes globales" », *Regards croisés sur l'économie*, nº 15, 2014, *Peut-on faire l'économie du genre ?*, A. Benhenda, F. Salin (dir.), p. 341-355.
30. N. Foé, *Le post-modernisme…*, p. 143.
31. M.-H. Mottin-Sylla, F. Sèye Sylla, S. K. Ly, *Citoyennes africaines de la société de l'information*, Dakar, ENDA, 2004.

« mythe du rattrapage »[32] prescrit par le centre à la périphérie par TIC interposées. Une pyramide se consolide dont la pointe émergée est le marché du travail où les subalternes assurent la production et dont la base représente le renouvellement et l'entretien de la force de travail, la gestion des ressources à titre gratuit au sein des ménages[33], assurés très majoritairement par les femmes. Le mythe, entretenu de la base vers la pointe (l'apex) de la pyramide, les maintient dans une illusion qui les place en objets victimes *vs* sujets agissants.

L'appel à la connexion aux TIC consolide ce mythe car il est historiquement concomitant de l'institutionnalisation du genre[34] : le message de genre des organisations internationales continue à converger vers l'éducation et le soutien aux femmes en difficulté ou marginalisées[35]. Cela se traduit par leur intégration au marché mondial du travail par l'intermédiaire du télétravail et des formations en ligne[36]. À cet effet, il est jugé nécessaire que les femmes intègrent des savoirs homogènes, formulés par des cadres des institutions internationales. La société de l'information favorise ainsi l'occidentalisation des pensées qui rend les femmes subalternes : ces femmes ne sont pas considérées comme des actrices du développement, porteuses de savoirs propres[37]. En plus d'être universalisés, leurs savoirs, et ceux des populations vivant des dominations de classe ou de race, sont invisibilisés.

Un second mythe s'affermit : comme le souligne Ramón Grosfoguel, « par l'effacement de la localisation du sujet dans les relations de pouvoir et dans son rapport à l'épistémologie, la philosophie occidentale et ses sciences réussissent à produire un mythe universaliste qui recouvre, ou plutôt qui cache, les localisations épistémiques dans les relations de pouvoir à partir desquelles le sujet parle »[38].

Par ces deux mythes, de rattrapage et universaliste, la hiérarchisation des relations sociales est entretenue dans le but de déraciner les savoirs des subalternes dans leur multiplicité, c'est-à-dire de leur ôter toute historicité.

Parallèlement, par les TIC, des croyances s'amplifient. Dans la sphère politique, les discours populistes, masculinistes et traditionalistes se prolongent sur Internet au point de construire un masculinisme politique[39]. En France, le hashtag

---

32. M. Mies, V. Shiva, *Écoféminisme* [1983], E. Rubinstein (trad.), Paris, L'Harmattan (Femmes et changements), 1999.
33. C. Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager" ? », *Nouvelles questions féministes*, vol. XXII, n° 3, 2003, p. 47-71.
34. J. Palmieri, « Le genre institutionnalisé, une machine antipolitique ? », *Esquisses*, 22 novembre 2018, disponible en ligne sur https://elam.hypotheses.org/149 [consulté le 12/01/2022].
35. *Ibid.*, p. 22.
36. V. Salins, U. Sila, « Tonifier le marché du travail pour favoriser la reprise et asseoir la croissance », *in* OCDE, *Études économiques de l'OCDE. Suisse 2022*, Paris, OCDE, 2022, p. 72-117.
37. G. C. Spivak, « Can the subaltern speak ? », in *Marxism and the Interpretation of Culture*, C. Nelson, L. Grossberg, (dir.), Chicago, University of Illinois Press, 1988, p. 271-313 [trad. fr. : *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, J. Vidal (trad.), Paris, Éditions Amsterdam, 2009].
38. R. Grosfoguel, « Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale », *Multitudes*, n° 26, 2006, p. 51-74, ici p. 51.
39. J. Palmieri, « Afrique du Sud : le traditionalisme et le masculinisme au secours du pouvoir politique », *Africana Studia*, n° 30, 2018, p. 169-192.

#ReversDeLaMédaille, créé en 2021 par les "mascus", comme ils se nomment eux-mêmes, de l'"Armée des Médailles", a pour but « d'alimenter "le combat" entre féministes et masculinistes »[40]. Leur tactique de cyberharcèlement : créer de faux hashtags incitant des féministes à les alimenter, puis révéler qu'ils sont en réalité des hommes pour mieux les humilier. Partout dans le monde, des hommes politiques, au plus haut niveau de l'échelle du pouvoir, tels Donald Trump[41], Jair Bolsonaro[42] ou encore Viktor Orbán[43], utilisent sciemment les réseaux sociaux pour diffuser de fausses informations sur leurs adversaires, appeler au surarmement et au maintien au pouvoir par la force, dans le but d'asseoir leur électorat et de consolider leur rhétorique xénophobe, anti-avortement, misogyne, antiféministe, hypermasculiniste, populiste autoritaire. Ces actions sont l'expression d'un désarroi politique à l'échelle internationale, désarroi lié au sentiment accru de perte de légitimité institutionnelle tant locale qu'internationale. La quête de légitimité et le rattrapage s'opèrent alors sur le terrain (réel et virtuel) de l'affirmation d'une forte identité sexuelle masculine (y compris chez les femmes en position de pouvoir), en tant que seule force possible, seule expression de puissance possible. En outre, parce que, depuis la 4e Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995, l'institutionnalisation du genre réduit fortement la question des inégalités de sexe à celle des femmes, l'exacerbation du masculinisme ou des discours et des comportements virilistes est miniaturisée.

Dans le seul secteur des TIC, l'alimentation invisible de ces différents mythes et croyances est édifiante. Depuis leur apparition entre les années 1980 et 2000, les entreprises qui le gèrent, dont les Gafam[44], présentent des caractéristiques remarquables : elles ont été créées puis dirigées par des jeunes hommes blancs hétérosexuels riches diplômés majoritairement états-uniens[45] et sont d'envergure

40. A. Gayte, « #ReversDeLaMedaille : dans les coulisses d'une opération de cyberharcèlement masculiniste », *Numerama*, 3 mars 2021, disponible en ligne sur https://www.numerama.com/politique/692328-reversdelamedaille-dans-les-coulisses-dune-operation-de-cyberharcelement-masculiniste.html [consulté le 18/10/2022].

41. P. A. Dignam, D. A. Rohlinger, « Misogynistic men online : how the Red Pill helped elect Trump », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, vol. XLIV, nº 3, 2019, p. 589-612 ; A. Smith, M. Higgins, « Tough guys and little rocket men : @Realdonaldtrump's Twitter feed and the normalization of banal masculinity », *Social Semiotics*, vol. XXX, nº 4, 2020, p. 547-562.

42. R. F. Mendonça, R. D. Caetano, « Populism as parody : the visual self-presentation of Jair Bolsonaro on Instagram », *The International Journal of Press/Politics*, vol. XXVI, nº 1, 2021, p. 210-235.

43. Z. Szebeni, V. Salojärvi, « "Authentically" maintaining populism in Hungary – Visual analysis of Prime Minister Viktor Orbán's Instagram », *Mass Communication and Society*, vol. XXV, nº 6, 2022, p. 812-837.

44. Les Gafam regroupent Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

45. L'entreprise Facebook a été inventée par un étudiant de l'université de Harvard à Cambridge au Massachusetts, Mark Zuckerberg, en février 2004. Amazon, entreprise de commerce électronique basée à Seattle, a été créée par Jeff Bezos en juillet 1994. Microsoft Corporation a été fondée par Paul Allen et Bill Gates en avril 1975 dans l'État du Nouveau-Mexique, pour répondre aux besoins d'étudiants américains. La société Google, aujourd'hui Alphabet, est née en septembre 1998 dans la Silicon Valley, en Californie, à l'initiative de Larry Page et de Sergey Brin. Twitter a été créé à San Francisco en mars 2006 par Jack Dorsey, Evan Williams, Biz Stone et Noah Glass.

internationale. Elles développent la financiarisation du secteur[46] et génèrent de hauts taux de profit : les Gafam se situent aujourd'hui dans les dix premières richesses personnelles[47] et richesses des entreprises dans le monde[48].

Les concentrations financières exemplaires que représentent les entreprises des TIC font écho à la division géographique "Nord global" / Suds pour désormais dessiner un découpage États-Unis / reste du monde. Partout dans le monde, leurs investissements concernent l'information mais aussi d'autres secteurs économiques, comme l'agro-alimentaire, les banques, les assurances, les mutuelles, l'immobilier, la mode, la santé, la culture… et l'éducation. Les plateformes de formation en ligne développées par les Gafam laissent entrevoir une dépendance à long terme des établissements scolaires publics vis-à-vis des infrastructures technologiques privées. Google Classroom, Apple School Manager, Microsoft Educator Center ou encore Facebook Blueprint fournissent aux écoles et aux universités des prestations d'éducation à distance, des *classes numériques standardisées* à l'échelle internationale : les leçons, au sens traditionnel, sont remplacées par des ressources disponibles en ligne et la plupart du temps gratuites[49]. Les enseignant·e·s peuvent s'investir dans le "suivi personnalisé" de chaque élève mais aussi acheter des contenus didactiques[50] en adoptant la pédagogie empruntée par le fournisseur.

---

46. Amazon a été introduite en bourse en mai 1997. En 2022, la société génère 33,36 milliards de dollars de profit et dépasse les 1 468 milliards de dollars de valorisation en bourse. La même année, Microsoft connaît un profit estimé à 71,19 milliards de dollars et une valorisation boursière de plus de 2 000 milliards de dollars ; Apple compte plus de 100 milliards de dollars et sa capitalisation boursière s'élève à 2 640 milliards de dollars ; Google vaut plus de 1 580 milliards de dollars et génère un profit de 76,03 milliards de dollars ; Meta (anciennement Facebook) atteint un profit de 39,37 milliards de dollars et une valorisation boursière d'un peu moins de 500 milliards de dollars. Source : A. Murphy, « The Global 2000 », *Forbes*, 12 mai 2022, disponible en ligne sur https://www.forbes.com/lists/global2000/?sh=33a4bf335ac0 [consulté le 29/10/2022].

47. Selon *Forbes*, à la date du 10 août 2022, les neuf premiers milliardaires au monde sont, dans l'ordre : Elon Musk (Tesla), Jeff Bezos (Amazon), Bernard Arnault (LVMH), Bill Gates (Microsoft), Warren Buffett (Berkshire Hathaway), Larry Page (Alphabet Inc., anciennement Google), Sergey Brin (Alphabet Inc.), Larry Ellisson (Oracle Software), Steve Ballmer (Microsoft). Mark Zuckerberg (Meta) ne fait plus partie du Top 10 depuis le courant de l'année 2022. Source : E. Imbert, « Classement exclusif milliardaires 2022 », *Forbes*, 10 août 2022, disponible en ligne sur https://www.forbes.fr/classements/classement-exclusif-milliardaires-2022-elon-musk-devient-lhomme-le-plus-riche-du-monde-devant-jeff-bezos-le-francais-bernard-arnault-en-troisieme-position/ [consulté le 29/10/2022].

48. Selon *FXSSI*, à la date du 27 juillet 2022, les huit entreprises les plus riches (capitalisation boursière) sont dans l'ordre : Apple Inc. (États-Unis), Microsoft (États-Unis), Saudi Aramco (Arabie saoudite), Alphabet Inc. (États-Unis), Amazon Inc. (États-Unis), Tesla (États-Unis), Berkshire Hathaway Inc. (États-Unis). Source : O. Protska, « Les plus grandes entreprises du monde en 2022 », 27 juillet 2022, disponible en ligne sur https://fr.fxssi.com/les-plus-grandes-entreprises-du-monde [consulté le 29/10/2022].

49. B. Williamson, A. Hogan, *Commercialisation et privatisation de/au sein de l'éducation dans le contexte de la pandémie de Covid-19*, Bruxelles, Internationale de l'éducation (Recherche de l'Internationale de l'éducation), juillet 2020.

50. Amazon propose un *marketplace* dédié. Voir J. R. Young, « Amazon starts marketplace for teachers to sell online educational resources », *Edsurge*, 13 novembre 2019, disponible en ligne sur https://www.edsurge.com/news/2019-11-13-amazon-starts-marketplace-for-teachers-to-sell-online-educational-resources [consulté le 15/10/2022].

Plus globalement, les Gafam fonctionnent à sens unique. Ils s'introduisent partout à des fins de profit dans le privé et dans le public. L'inverse est pour autant faux. La délivrance de soins, la transmission de connaissances, la production de spectacles, et même celle de produits alimentaires ou de luxe, ne viennent pas concurrencer les entreprises des TIC. Sur cette voie à sens unique, le spectre économique se rétrécit si bien que les utilisateurs et les utilisatrices qui l'empruntent ne se rendent pas compte qu'iels ne peuvent plus se croiser ni faire demi-tour. Iels se suivent, s'engouffrent dans un tunnel, un entre-soi, qui les empêche de développer leur esprit critique : leurs pensées n'ont plus besoin de s'échanger avec d'autres.

Finalement, les Gafam, en concertation avec les États, construisent ce que Gilles Deleuze appelle des autoroutes qui sont des moyens globaux de contrôle[51]. Sur une autoroute, les utilisateurs et les utilisatrices n'ont pas l'impression d'être emprisonné·e·s et empruntent pourtant uniquement les trajets imposés. Les manières de sortir, de se restaurer, de conduire et même les paysages sont eux aussi imposés. Celles et ceux qui les empruntent sont confronté·e·s à des normalisations qu'iels acceptent volontiers pour avancer plus vite alors qu'elles sont des formes de pouvoir. Les « autoroutes de l'information »[52] n'ont plus besoin de fonctionner par couches successives de milieux d'enfermement[53]. Elles alimentent la « société de contrôle » dont parle Deleuze qui se substitue à la société disciplinaire de Michel Foucault[54] qui est organisée autour d'institutions d'enfermement (usines, hôpitaux, écoles, prisons). En amont des choix qui seraient laissés aux utilisateurs et aux utilisatrices, elles servent une entreprise de manipulation qui leur donnent d'un côté l'illusion de liberté et qui les confrontent de l'autre aux réalités d'une constante surveillance, susceptible d'être suspendue par décision discrétionnaire, sans qu'iels n'aient aucune prise sur les raisons qui la motivent.

Une colonialité numérique productrice de violences réelles

Une nouvelle modernité, basée sur la « neutralité des savoirs »[55], s'exprime à travers les missions affichées des organisations internationales et des propriétaires de ces outils qui nient l'assujettissement des populations mais aussi la domination des

---

51. G. Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, nº 1, mai 1990.
52. Cette terminologie, utilisée pour la première fois en 1993 par le sénateur Al Gore, alors vice-président des États-Unis, va entrer dans les discours et les rapports pour qualifier les réseaux de communication et leur importance pour la croissance économique de tous les pays.
53. A. Klein, « Une épidémie du contrôle », *histoireengagee.ca*, 8 avril 2020, disponible en ligne sur https://histoireengagee.ca/une-epidemie-du-controle/ [consulté le 27/03/2024].
54. M. Absil, « Constructions politiques : savoirs, pouvoirs et biopolitique », *psychiatries.be*, 9 septembre 2012 disponible en ligne sur https://www.psychiatries.be/reconnaissance-et-emancipation/constructions-politiques-savoirs-pouvoirs-et-biopolitique/ [consulté le 27/03/2024].
55. Entretien avec S. Orlando, conduit par V. Brito, « Trouble dans la norme. Pour une pédagogie critique en école d'art », *Rue Descartes*, nº 99, 2021, p. 134-150, ici p. 149.

professionnel·le·s de la connaissance induite dans ce cadre. Avant les TIC, les colonialités du pouvoir[56], du genre[57] et des savoirs[58] prévalaient. Avec les TIC, elles sont remplacées par une nouvelle colonialité que je nomme *colonialité numérique*.

Au-delà de se manifester dans le seul secteur de la communication (sous-représentation des femmes dans ce secteur[59], inégalité d'accès aux TIC entre hommes et femmes, riches et pauvres, racisé·e·s et Blanc·he·s, personnes âgées et jeunes[60], et impacts différenciés des politiques mises en œuvre en termes de discrimination de genre, de race de classe[61]), elle se déploie dans tous les secteurs économiques – santé, éducation, culture, etc. Elle est étroitement liée à l'accélération du système de concurrence entre États, en contexte de mondialisation. Gayatri Chakravorty Spivak souligne que cette concurrence s'accompagne d'une forme de propagande politique qui vante les bienfaits du numérique[62] : il devient un besoin à satisfaire dans les relations sociales, voire une obligation. Cet autre mythe repose sur l'amalgame entre outils, logiciels et usages, sans plus de nuances sur les effets différenciés des uns et des autres. Par exemple, est-ce Twitter qui fait les révolutions, ou est-ce que ce sont les personnes qui l'utilisent pour rendre compte des actes de répression d'une manifestation à laquelle elles ont participé ? Cette manifestation n'a-t-elle pas été initiée par des groupes en amont dans le réel ?

Les décideur·euse·s du numérique renforcent ainsi des violences épistémiques[63] (expressions, imaginaires, représentations et descriptions de savoirs et de connaissances), considérées par le centre comme un « état naturel des choses »[64]. Iels renouvellent un récit historique qui prend l'expérience européenne comme unique référence géographique, culturelle et politique[65]. Un déracinement épistémique s'opère qui engage les dominant·e·s à nier les savoirs experts des subalternes et écarte les subalternes de la représentation de leurs propres savoirs. Ce déracinement rend l'utilisateur acteur et l'utilisatrice actrice de leur propre aliénation. Contrôlé·e, iel devient contrôleur·euse des cadres et des normes dictés par un

56. A. Quijano, « Colonialité du pouvoir… ».
57. M. Lugones, « Colonialidad y género ».
58. C. Walsh, « Introducción… ».
59. Commission européenne, « Digital economy and society index (DESI) 2020 – Thematic chapters », disponible en ligne sur https://ec.europa.eu/newsroom/dae/document.cfm?doc_id=67086 [consulté le 15/10/2022].
60. F. Granjon, « Inégalités numériques et reconnaissance sociale. Des usages populaires de l'informatique connectée », *Les Cahiers du numérique*, vol. V, n° 1, 2009, p. 19-44.
61. L. M. Hampton, « Black Feminist musings on algorithmic oppression », in *FAccT'21. Proceedings of the 2021 ACM Conference on Fairness, Accountability, and Transparency* (Canada, 3-10 mars 2021), New York, Association for Computing Machinery, 2021, 11 p., disponible en ligne sur https://arxiv.org/ftp/arxiv/papers/2101/2101.09869.pdf [consulté le 27/03/2024].
62. G. C. Spivak, *In Other Worlds. Essays in Cultural Politics*, New York, Routledge, 1988, p. 269 [trad. fr. : *En d'autres mondes, en d'autres mots. Essais de politique culturelle*, F. Bouillot (trad.), Paris, Payot, 2009].
63. *Ibid*.
64. A. Mbembe, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, La Découverte (La Découverte Poche. Essais), 2020, p. 28.
65. G. C. Spivak, « Can the subaltern speak ? ».

individu (occidental, masculin, blanc, jeune, aisé) et ainsi promoteur·rice de ces violences épistémiques[66].

Ces violences ont des impacts dans le réel : elles accentuent notamment les difficultés des femmes subalternes à fréquenter les écoles ou les lieux sociaux, espaces d'apprentissage et de transmission des savoirs reconnus. Loin d'être symboliques[67], ces violences sont aussi réelles[68] que les violences matérielles, économiques. Elles participent au normage qui entraîne par exemple la déscolarisation des filles – parce qu'elles sont faibles, les instruire serait pure perte – ou engage les jeunes femmes subalternes à réduire leur rapport à l'action politique, au discours politique, en sexualisant leurs relations au monde[69].

De fait, les décideur·euse·s du numérique nourrissent une colonialité qui hiérarchise, invisibilise les savoirs, […] méprise leur historicisation, leur contextualisation, leur genrisation[70], si bien qu'elle déprécie les réalités complexes et les connaissances associées[71] et crée de l'ignorance[72]. La société disciplinaire remplacée par la société de contrôle l'est désormais par la "société de l'ignorance". Aussi, cette colonialité renforce la colonialité du pouvoir qui ne s'inscrit pas dans une historicité ou une temporalité précise, qui serait l'après-colonisation[73]. Elle formalise un héritage qui, mêlé à celui de l'esclavage, structure la « fondation de la modernité politique » occidentale[74]. Cette modernité s'inscrit dans une localisation (histoire et géographie[75]) et une pensée, qui définissent une « géopolitique de la

66. G. C. Spivak, « D'autres pensées sur la traduction culturelle », P. Rusch (trad.), *transversal.at*, avril 2008, disponible en ligne sur https://transversal.at/transversal/0608/spivak/fr [consulté le 27/03/2024].
67. Pierre Bourdieu considère que la domination masculine place les femmes « dans un état permanent d'insécurité corporelle ou, mieux, de dépendance symbolique » (P. Bourdieu, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998).
68. Nicole Claude-Mathieu évoque le terme « oppression » pour définir les violences exercées par les hommes sur les femmes et insiste sur l'idée de « violence exercée, d'excès, d'étouffement » (Nicole Claude-Mathieu, « Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », in *id.*, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Éditions Côté-femmes, 1991, p. 131-226).
69. L. Poirier, J. Garon, *Hypersexualisation ? Guide pratique d'information et d'action*, Rimouski, Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, 2009.
70. J. Palmieri, *TIC, colonialité, patriarcat. Société mondialisée, occidentalisée, excessive, accélérée… quels impacts sur la pensée féministe ? Pistes africaines*, Bamenda, Langaa RPCIG, 2016, p. 182-183.
71. E. Morin, *La méthode*, t. IV, *Les idées. Leur habitat, leur vie, leurs mœurs, leur organisation*, Paris, Seuil (Essais), 1991.
72. M. Girel, *Science et territoires de l'ignorance*, Versailles, Éditions Quæ (Sciences en questions), 2017.
73. A. Mbembe, *De la postcolonie…*, p. 139-140.
74. E. Varikas, « L'intérieur et l'extérieur de l'État-nation. Penser… outre », *Raisons politiques*, nº 21, 2006, p. 5-19, ici p. 11.
75. D. Lorenz-Meyer, « Addressing the politics of location : strategies in feminist epistemology and their relevance to research undertaken from a feminist perspective », in *Women Scholars and Institutions* (Actes de la conférence internationale, Prague, 8-11 juin 2003), S. Štrbáňová, I. H. Stamhuis, K. Mojsejová (dir.), Prague, Research Centre for the History of Sciences and Humanities, 2004, vol. II, p. 783-805.

connaissance »[76] par laquelle le centre domine la périphérie différemment selon les continents. Elle se veut universaliste, c'est-à-dire qu'elle prétend que le droit crée l'égalité et la liberté – « les hommes naissent libres et égaux en droit… » –, alors qu'elle empêche l'effectivité concrète des droits universels[77], qu'elle nie l'imbrication des catégories sociales[78], qu'elle uniformise les pensées, ce qui rend impossible l'exercice de la citoyenneté[79].

Dans la lignée des travaux de Spivak, qui substitue au discours sur l'aide, le soutien, l'appui, la libération, l'émancipation par le centre des démuni·e·s, des pauvres, des discriminé·e·s, des femmes… une vision féministe qui privilégie la visibilité, l'expression, la mise en lumière des subalternes et de leurs savoirs par elleux-mêmes, je propose d'opposer aux dialectiques véhiculées par les décideur·euse·s des TIC des exemples d'usages transgressifs de ces outils. Malgré la profusion d'expressions dominantes, des usages militants[80] des TIC voient en effet le jour parmi lesquels la dénonciation des violences sexuelles, l'expression des luttes féministes[81] ou encore la création de savoirs par des jeunes sur la citoyenneté et les violences.

De la transgression à la fabrique de savoirs

Au centre et à la périphérie, il existe à la fois des usages institutionnels des TIC et des usages transgressifs aux rapports de domination produits par la colonialité numérique. Les premiers apparaissent dès la fin des années 1990, et parmi eux la « lutte contre la fracture numérique de genre »[82]. Ils structurent l'institutionnalisation des TIC, historiquement parallèle à celle des politiques de genre, qui depuis 1995 est prescrite par les décideur·euse·s des politiques publiques. Cette double institutionnalisation s'établit en consultant peu les personnes pour lesquelles ces

76. W. Mignolo, « Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale », *Multitudes*, nº 6, 2001, p. 56-71.
77. C. Delphy, *Un universalisme si particulier. Féminisme et exception française (1980-2010)*, Paris, Syllepse (Nouvelles questions féministes), 2010.
78. E. Dorlin, « De l'usage épistémologique et politique des catégories de "sexe" et de "race" dans les études sur le genre », *Cahiers du genre*, nº 39, 2005, p. 83-105.
79. A. Mbembe, « Déflation de l'État, civilité et citoyenneté en Afrique noire », in *L'intégration régionale dans le monde. Innovations et ruptures* (Actes du séminaire, Paris, 13-14 mai 1993), Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement (dir.), Paris, Éditions Karthala, 1994, p. 273-286, ici p. 276.
80. F. Granjon, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement social*, nº 200, 2002, p. 11-32.
81. J. Jouët, K. Niemeyer, B. Pavard, « Faire des vagues. Les mobilisations féministes en ligne », *Réseaux*, nº 201, 2017, p. 21-57 ; D. Bertrand, « L'essor du féminisme en ligne. Symptôme de l'émergence d'une quatrième vague féministe ? », *Réseaux*, nº 208-209, 2018, p. 232-257 ; L. Halliday, *Histoire de l'Internet féministe (1996-2015). Première approche socio-historique*, mémoire de master d'histoire, université d'Angers, s/d C. Bard, 2016, 110 p. (dactyl.), disponible en ligne sur http://dune.univ-angers.fr/fichiers/20135865/20162MHD6440/fichier/6440F.pdf [consulté le 31/01/2022].
82. M.-H. Mottin-Sylla, *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité*, Dakar, ENDA, 2005.

politiques sont écrites, et en particulier les femmes, sans différenciation de classe ou de race. En étant structurellement inégalitaire, en consolidant des rapports de dépendance, quoique empruntant largement le terme *genre*, elle exclut l'analyse de genre de ses pratiques. Elle renforce la « sexuation du monde »[83] parce qu'elle nie l'historicité de la production des rapports de sexe, suivie en cela par nombre d'historien·ne·s.

À l'opposé, depuis les années 2000, des médias féministes en ligne ou des *podcasts*[84] envahissent Internet. Ils contribuent à augmenter la visibilité des points de vue féministes, dans le réel et dans le virtuel. De leur côté, les hashtags #BalanceTonPorc et #MeToo permettent, par leur ampleur, d'engager des procès, d'aggraver des charges pour agressions sexuelles (à l'exemple de Harvey Weinstein, producteur de cinéma états-unien poursuivi pour viols) ou d'ouvrir des enquêtes (à l'exemple des universités au Maroc[85]) ou encore entraînent une libération de la parole. #balancetonecoledart en France a ébranlé les Écoles des beaux-arts[86]. Ces hashtags font mouvement. Les témoignages sur ces fils Twitter sont relayés avec éclat "dans le réel" et, par exemple en France, dans le monde des arts et de la culture par des personnes comme Adèle Haenel ou Vanessa Springora. Plus militants, les hashtags #decolonisonslefeminisme ou #feminismedecolonial engagent leurs contributeur·rice·s à dénoncer la dimension intersectionnelle des agressions sexuelles (qui touchent plus massivement les femmes noires, les personnes handicapées, les travailleur·euse·s pauvres) et à articuler le racisme ordinaire avec l'augmentation des interventions policières et carcérales de l'État.

Sans nécessairement remettre en cause les contenants – Twitter, Facebook, Instagram, etc. – et les violences épistémiques qu'ils véhiculent, les protagonistes de ces mouvements font émerger des points de vue personnels sur les stéréotypes, les inégalités de genre, le harcèlement ou les violences sexuelles, le sexisme quotidien, au travail, en cours ou dans la rue, ou encore sur les biais dans les représentations des relations sociales. Iels transforment leur révolte individuelle en action collective[87].

---

83. G. Fraisse, *La sexuation du monde. Réflexions sur l'émancipation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
84. *Simone Média* et *Madmoizelle* sont de véritables magazines rubriqués, essaimés de chroniques, tribunes, enquêtes et autres articles de fond. Leur cœur de cible : les très jeunes femmes. Leurs contenus : vie quotidienne, sexualité, corps, culture et représentations, harcèlement et violences. Charlotte Bienaimé avec « Un podcast à soi » propose des documentaires sonores croisant récits intimes, paroles d'expert·e·s, textes littéraires et réflexions personnelles sur le harcèlement sexuel, le travail domestique, la prostitution, les violences obstétricales, la religion, etc. Victoire Tuaillon avec « Les Couilles sur la table » s'intéresse aux expressions de la masculinité.
85. N. Kozlowski, « Maroc : #MeToo sur les bancs de l'université », *Jeune Afrique*, 8 janvier 2022, disponible en ligne sur https://www.jeuneafrique.com/1291366/politique/maroc-metoo-sur-les-bancs-de-luniversite/ [consulté le 19/01/2022].
86. C. Monnoyeur, « Aux Beaux-Arts, les étudiantes ne veulent plus séparer le harceleur du professeur », *StreetPress*, 8 février 2021, disponible en ligne sur https://www.streetpress.com/sujet/1612782917-metoo-harcelement-sexuel-beaux-arts-etudiantes-professeur-agression-patriarcat-culture [consulté le 18/01/2022].
87. L. Jousse, « Le cyberactivisme : une force mobilisatrice qui révolutionne l'engagement militant féminin », *igg-geo.org* (Institut du genre en géopolitique), 5 novembre 2020, disponible en ligne sur https://igg-geo.org/?p=2307#_ftn1 [consulté le 18/01/2022].

D'autres manifestent leur fragilité liée aux agressions multiples (de classe, de race, de genre, validiste, homophobe…)[88], s'insurgent contre la "racialisation" dans le travail ou dans les arts, contre la "culture de l'effacement" (de l'esclavage, de la colonisation, des violences sexuelles…). Parmi les activistes, certain·e·s prolongent la dénonciation dans le réel. Iels interpellent les pouvoirs publics, ou encore continuent leur travail de repérage, organisent parfois des formations ou stimulent des pistes de recherche, proposent des livres, des photos ou des illustrations de personnes non genrées, se mobilisent pour le matrimoine, boycottent des interventions, etc. Reine Prat parle de « guérilla [qui] bouscule les acquis, conteste les privilèges et gagne du terrain »[89]. Par cette guérilla, tous ces mouvements sortent leurs acteurs et actrices de l'isolement. Certains individus expurgent l'individualisation, d'autres renforcent un entre-soi, existant dans le réel.

Bien avant eux, dès la naissance d'Internet, le cyberféminisme[90] s'est servi des études féministes pour théoriser et dénoncer le sexisme, le racisme et le militarisme encodés dans les structures informatiques d'Internet[91] et s'est engagé dans la création d'outils pratiques (serveurs, applications…) en adéquation avec la théorie. Ces activistes se sont emparé·e·s de la figure du *cyborg* utilisée par Donna Haraway, mi-humain, mi-machine, qui symbolise le rejet des identités féminines et masculines. Les femmes, à l'image du cyborg, « sont *naturellement* aptes à utiliser Internet car [tous] deux [sont] soucieux de créer des connexions »[92]. Elles utilisent Internet comme un prolongement de leur corps, deux lieux à déconstruire[93].

À la même période, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, d'autres féministes se sont emparées des outils numériques mais les ont placés en second plan des revendications dans le but de privilégier la transmission par les TIC de contenus produits par des personnes non connectées ou s'exprimant dans des langues impropres à ces supports. Selon ces cybermilitantes de la première heure, reconnaître les savoirs des exclu·e·s des TIC et en débattre, les confronter à d'autres, a constitué une priorité afin de sortir de l'ornière de l'universalisme produit par

88. Le courant victimaire des "*snowflakes*" (flocons de neige) désigne des étudiant·e·s hypersensibles qui se sentent agressé·e·s à tout propos et qui surenchérissent les interdictions. Par exemple, iels exhortent les campus à ne pas applaudir des professeur·e·s pour ne pas heurter les malentendant·e·s (S. Perez, « Ici Londres, les étudiants parlent aux étudiants », *L'Incorrect*, nº 26, décembre 2019, p. 26).

89. R. Prat, *Moi aussi. MeToo au-delà du hashtag*, R. Lamy (dir.), Paris, J.-C. Lattès, 2022.

90. Le terme a été inventé en 1991 par le collectif d'artistes féministes australien VNS Matrix. Dans les années 1990, il a défini les créations numériques féministes dans le cyberespace et le mouvement qu'elles ont accompagné. Ce mouvement a pour ambition d'opérer un travail critique, activiste, artistique et théorique sur Internet et les technologies digitales. Donna Haraway en est l'inspiratrice avec son essai *Le manifeste cyborg*, publié en 1991 dans *Cyborgs, and Woman. The Reinvention of Nature* (New York, Routledge).

91. M.-A. Paveau, « Féminismes 2.0. Usages technodiscursifs de la génération connectée », *Argumentation et analyse du discours*, nº 18, 2017, disponible en ligne sur https://doi.org/10.4000/aad.2345 [consulté le 27/03/2024].

92. L. Halliday, *Histoire de l'Internet féministe*…, p. 12.

93. D. Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences, fictions, féminismes*, L. Allard, D. Gardey, N. Magnan (éd.), Paris, Exils (Essais), 2007.

la colonialité numérique. Traduire ces savoirs, les diffuser, les échanger, a permis de rompre avec l'évidence que leurs auteurs et autrices, n'ayant pas elleux-mêmes les moyens techniques ou linguistiques pour le faire, se soustraient à l'élaboration d'une épistémologie spécifique.

Un exemple en Afrique de l'Ouest permet d'illustrer cet engagement. Un projet de recherche mené entre 2007 et 2008 par ENDA Tiers-Monde au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal a tablé sur l'utilisation des TIC par les jeunes, à parité filles et garçons, afin de faire la promotion de l'abandon de la pratique des mutilations génitales féminines (MGF)[94]. Son cadrage précis avait pour ambition d'élargir les connaissances d'une vingtaine de chercheur·euse·s en matière de genre, de sensibiliser et de former plus d'une centaine de jeunes et de toucher près de huit cents décideur·euse·s communautaires. Un parti original pour l'époque et pour la région était d'ores et déjà pris : outre l'équipe de coordination entièrement composée de femmes, l'équipe de recherche était constituée, dans chacun des trois pays, d'une chercheuse nationale, chacune étant assistée d'un ou d'une spécialiste en TIC et d'un ou d'une spécialiste en MGF. Les jeunes ont été recruté·e·s au sein d'associations, existantes ou créées pour le projet, composées au moins de trente membres et respectant la parité hommes / femmes.

Le projet s'est d'emblée appuyé sur les principes de la pédagogie critique. La recherche y a été entreprise comme un acte politique d'émancipation, la neutralité du savoir rejetée, les questions de justice sociale et de démocratie croisées avec les actes de recherche et d'apprentissage[95]. Les participant·e·s ont abordé en *dioula*, en *bambara*, en *wolof* les concepts questionnés – *genre*, *citoyenneté*, *société numérique*, *jeunesse*, *MGF* – sur un temps long (deux ans), avec différents moyens, dont le ludique et les discussions ouvertes, et dans de multiples formats, dont l'expression théâtrale, des jeux de rôles, des captures vidéo, la publication sur Internet. Une partie des garçons s'est employée à créer des blogs (transmission écrite numérique), les filles s'engouffrant plus facilement dans un rôle de médiation (traduction, reformulation, transmission présentielle orale). Grâce à la traduction simultanée par les participant·e·s elleux-mêmes, le français a servi de langue commune pour débattre à égalité. Plusieurs listes de discussion électroniques ont été ouvertes par les responsables du projet pour que chacun·e puisse directement ou par intermédiaire s'exprimer tout au long des différentes phases de la recherche. Une partie des jeunes, au même niveau que les chercheur·euse·s, a participé à l'évaluation de la recherche, ce qui a amené l'équipe à modifier ses méthodologies et à introduire de la réflexivité. Les exercices de la libre expression et de l'égalité des expressions, deux composantes structurantes de la pédagogie critique, ont ainsi été favorisés.

---

94. M.-H. Mottin-Sylla, J. Palmieri, *Excision. Les jeunes changent l'Afrique avec les TIC*, Dakar / Ottawa / Bamenda, ENDA / CRDI / Langaa RPCIG, 2010.
95. H. Giroux, « Utopian thinking in dangerous times : critical pedagogy and the project of educated hope », in *Utopian pedagogy*, M. Coté, R. Day, G. De Peuter (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2007, p. 25-42.

Dans le prolongement des travaux de Paulo Freire[96], les débats sur des concepts savants ont été confiés aux jeunes qui les ont elleux-mêmes critiqués. Iels ont ainsi mis l'accent sur la nécessité de ne plus compartimenter les concepts – *genre*, *citoyenneté*, *jeunesse*, *société numérique*, *violences* – et de cesser de travailler sur des zones binaires d'intersection – entre jeunesse et TIC, développement et TIC, genre et développement – dans le but de développer une vision globale des rapports de domination (de genre, de classe, de race)[97] et ainsi de poser les bases d'une pédagogie féministe et critique[98]. En éliminant des angles morts ou des zones d'ombre, en se rendant visibles, les auteurs et les autrices des récits ont pu questionner puis s'émanciper des sociétés de la postcolonie et de l'information. Les pensées libérées ont introduit une nouvelle logique de production et de transmission de savoirs, qui repose moins sur la connaissance académique ou institutionnelle, là où se sacralise le savant[99], que sur le vécu quotidien, ce qui est socialement et culturellement considéré comme non savant.

Alors que dans les cultures traditionnelles, en particulier en Afrique de l'Ouest francophone, les paroles des jeunes femmes sont traditionnellement reléguées au dernier rang de l'expression publique – la pudeur leur interdit de parler en public de leur intime (par honte ou par respect)[100] – et que le rôle qui leur est réservé est celui de victime ayant besoin de l'aide des hommes (père, frère, mari)[101], un espace leur a été proposé pour qu'elles parlent librement en public de leur vie quotidienne de jeune femme, ou de quelques-uns de ses éléments, en repoussant les limites de ce qui est enfoui. Elles se sont exercées au jeu de la relation entre éprouver et agir[102], central à la production de connaissances, car elles ont pu voir ce qu'elles avaient sous les yeux mais ne voyaient pas auparavant, tout autant qu'elles ont vu ce qu'elles pouvaient faire alors qu'elles ne savaient plus comment faire. Elles ont elles-mêmes trouvé des manières de penser et d'agir propres à leur permettre de faire ce qu'elles ne parvenaient pas à faire. Cela a débouché sur l'explicitation de leur expérience[103], dans leur propre langue, en liant leur compréhension des violences à l'action pour les dépasser. Ce lien a abouti à l'incarnation et à la désindividuation[104] de chacune. Antihiérarchique, il a mis l'accent sur leur expérience

96. P. Freire, *Pédagogie des opprimés* [1968], suivi de *Conscientisation et révolution* [1973], L. et M. Lefay (trad.), Paris, Maspero, 1974.
97. N. Hedjerassi, « À l'école de bell hooks : une pédagogie engagée de la libération », *Recherches & Éducations*, n° 16, 2016, p. 39-50.
98. B. Fisher, « Qu'est-ce que la pédagogie féministe ? », V. Mozziconacci (trad.), *Nouvelles questions féministes*, vol. XXXVII, n° 2, 2018, p. 64-75.
99. I. Stengers, *Sciences et pouvoirs. La démocratie face à la technoscience*, Paris, La Découverte, 2002.
100. *Sigilia*, n° 14, automne-hiver 2004, *La honte / A vergonha*.
101. F. Oliveros, *Lutte contre l'excision et rapports sociaux de sexe en Afrique de l'Ouest*, mémoire de master d'anthropologie, université de Provence Aix-Marseille 1, s/d L. Vidal, juin 2007, 147 p. (dactyl.), p. 42.
102. J. Dewey, *L'art comme expérience*, J.-P. Cometti *et al.* (trad.), Paris, Gallimard (Folio essais ; 534), 2010.
103. P. Vermersch, *L'entretien d'explicitation*, 6e éd., Issy-les-Moulineaux, ESF éditeur, 2010 [1994].
104. C. Fleury, *Les irremplaçables*, Paris, Gallimard, 2015.

propre : souffrances causées par leur oppression spécifique mais aussi forces qu'elles ont développées pour y résister[105]. Cette démarche s'est opposée à l'explication de cette expérience, en substituant à la question du "pourquoi de ce vécu" celle du "comment de ce vécu"[106] des MGF. Confrontées mais surtout parties prenantes au contexte dans lequel elles se situent, ces jeunes femmes ont pu observer qu'elles étaient de réelles expertes de l'éducation, mais aussi de la santé, de la sécurité, du développement, du politique, de la crise économique mondiale, des violences, etc.

Les confrontations entre filles et garçons ont pu s'installer librement, si bien qu'une dynamique épistémique s'est créée dans la confrontation des points de vue, des interprétations et des vécus propres à chaque individu, quel que soit son sexe. Cette dynamique a permis de dépasser l'individuel pour créer une pensée critique collective. Même si dans la société numérique ou dans le domaine académique ces savoirs collectifs ne sont pas reconnus, ils sont devenus savants – une contradiction qui mérite d'être mise en exergue.

Le dispositif convoqué a contredit l'immédiateté et l'addiction produites par les outils numériques. Pendant la durée de la recherche, en n'étant pas forcément connecté·e·s, en ne pratiquant pas toujours la langue de ces outils, en étant délibérément mis à l'abri des TIC, les jeunes ont évité l'autoroute universaliste de la société de l'information et paradoxalement développé une pensée critique sur ses impacts dans les relations sociales. La constance des élaborations de pensée et leur publication sur le Web ont créé une alternative épistémique, tant pour la lenteur du rythme qui leur a été octroyé que pour leur énoncé, le plus souvent ancré dans un intime confronté aux violences – les mutilations sexuelles –, ou encore pour la mutation du statut social des jeunes, d'objet en celui de sujet[107], que ces expressions ont suscitée.

Ces savoirs non savants ont été rendus visibles sur des supports papier ou numériques à l'aide d'intermédiaires, des jeunes et des chercheur·euse·s, qui ont pris en charge la transcription et la mise en ligne en français des contenus. Ce paradoxe – publier dans une langue qui n'est pas celle des auteurs et des autrices –, issu d'une contrainte – le Web –, reflète bien les obstacles que ces intermédiaires ont surmontés avec succès pour rendre compte des transgressions produites par le projet de recherche. Iels ont moins agi en journalistes, traducteurs et traductrices ou professionnel·le·s de la connaissance qu'en tant que "passeurs et passeuses de savoirs". Iels ont scruté chez elleux-mêmes ce qui fait information, c'est-à-dire ce qui donne forme – *informare* en latin – au réel. Iels ont appris d'elleux-mêmes ce qui a dynamisé le processus de recherche. Leur stratégie a consisté à repartir du vécu quotidien, à qualifier les savoirs liés aux multiples identités et à expérimenter des contournements de la connaissance institutionnelle à travers l'expression publique du privé. Iels ont échangé à égalité, chacun·e ayant autant de qualifications que

105. P. Freire, *Pédagogie des opprimés*…
106. N. Faingold, « De l'explicitation des pratiques à la problématique de l'identité professionnelle : décrypter les messages structurants », *Expliciter*, nº 26, septembre 1998, p. 17-20.
107. *Histoire des femmes en Occident*, G. Duby, M. Perrot (dir.), Paris, Plon, 1990-1991, 5 vol.

l'autre. Iels ont pris en compte leurs espaces et temps propres, ce qui a permis la mise en exergue de la relation contextualisée de l'individu (chômage, pauvreté, malnutrition, analphabétisme, précarité, violence, etc.) avec le savoir. Cela a permis de transformer l'idée de savoir. Comme le souligne bell hooks, iels ont appris à transgresser car, contrairement aux pratiques communes de la pédagogie, iels ont en pratique déployé une théorie de la recherche qui concourt à la transformation des concepts et des méthodologies en lieux d'émancipation[108].

Dépasser la dénonciation pour créer de la radicalité

Cette recherche a dépassé la dénonciation nécessaire dans le virtuel des violences faites aux femmes pour produire de la connaissance, sans quoi le risque de proroger l'invisibilité consacrée aux épistémologies des subalternes dans le réel demeure effectif. Au-delà de la victimisation, de la demande de protection ou d'écoute, des doléances ou des revendications, de la critique, elle a rompu avec les dominations car elle a tout à la fois mis en action des protagonistes, mis en commun leurs connaissances et transformé les savoirs. Cette recherche a fait la démonstration que diffuser des savoirs non savants est un acte de résistance car cela politise le contexte où ils sont produits et redonne ainsi de la signification au politique. En définitive, elle a fouillé des stratégies de contournement des colonialités du pouvoir, du genre, des savoirs mais aussi numérique à travers les savoirs du privé, de l'intime, de l'invisibilité. Cet acte permet de poser, à l'échelle de masse, la question de la maîtrise des contenus, qui demandent à être produits par, et non simplement fournis pour, les subalternes.

La transgression s'est manifestée par un engagement fort des chercheur.es et des jeunes qui ont considéré que la connaissance n'est plus le produit des TIC mais leur source[109] : elle est le résultat reconnu d'une activité sociale intégrée au sein de valeurs personnelles, culturelles et politiques. Par effet retour, l'appropriation et l'autonomie les ont rendus conscient.es de leur pouvoir effectif au sens potentiel[110] et leur ont permis de s'écarter de la notion d'inégalité (entre les sexes, les ethnies, les classes), partie émergée des différentes dominations, pour mieux identifier leurs composantes (hiérarchie, oppression, aliénation)[111].

---

108. bell hooks, *Apprendre à transgresser. L'éducation comme pratique de la liberté*, M. Portron (trad.), Montréal / Paris, M éditeur / Syllepse (Nouvelles questions féministes), 2019.
109. S. Harding, *Whose Science? Whose Knowledge? Thinking from Women's Lives*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1991.
110. Selon Hannah Arendt, la domination « de l'homme sur l'homme » est une version falsifiée et falsifiante du pouvoir. La philosophe dissocie la domination – rapport de commandement basé sur la violence – et le pouvoir, qui renvoie à l'expérience de la liberté. Ainsi le *pouvoir* présente-t-il, à l'inverse de la relation de domination, plus un potentiel commun à un groupe qu'un caractère hiérarchique (H. Arendt, « Sur la violence », in *id.*, *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, G. Durand (trad.), Paris, Calman-Lévy, 1972, p. 105-208).
111. I. Théry, « Hiérarchie / inégalité, autorité / pouvoir, domination », *Annuel de l'APF*, n° 2017, 2017, p. 111-130.

En définitive, dans l'ensemble des exemples passés en revue, les transgressions naissent du quotidien, là où le vécu les inspire, là où l'imagination, stimulée par l'urgence, reprend le pouvoir. C'est-à-dire dans le réel, en opposition au virtuel. Par ces expériences, les protagonistes s'efforcent de se détacher des modèles et des normes des TIC et de dépasser l'enchantement de la « révolution » Internet pour poser un regard critique sur les vecteurs de dominations qu'il sert : accélération, concurrence, hiérarchisation des relations sociales, surenchère épistémique, occidentalisation des subalternes, renforcement du libéralisme et des divisions sociales, alimentation de la société de l'ignorance, etc. Dans le cas africain, iels ont utilisé les TIC comme véhicule de mémoires ou de savoirs, c'est-à-dire de création de pensée subalterne. Cet objectif garantit la sortie de l'individualisme, de l'égocentrisme, de l'entre-soi ou encore du ponctuel isolé et approvisionne une vision politique des rapports sociaux qui à son tour étaye solidement les actions dans le réel. On peut alors parler de radicalité qui sert une transgression active de la colonialité numérique.

Joëlle Palmieri

Université libre de Bruxelles